

ACTION URGENTE

DES DÉFENSEURES DES DROITS HUMAINS MENACÉES

Au Honduras, quatre membres d'une éminente organisation de défense des droits humains ont récemment été agressés, menacés et harcelés. Leurs vies sont en danger.

Le Comité des familles de détenus et disparus du Honduras (*Comité de Familiares de los Detenidos y Desaparecidos*, COFADEH) est une éminente organisation de défense des droits humains au Honduras. Le 20 avril, vers 8 heures du matin, l'une des fondatrices du COFADEH, **Nohemí Pérez**, est arrivée au bureau de la capitale, Tegucigalpa. Alors qu'elle attendait devant le bâtiment, elle a remarqué une voiture garée devant l'entrée principale. Le conducteur l'a menacée en ces termes : « Tu vas voir [ce qui va t'arriver], espèce de salope, tu vas voir. ». Il lui a également lancé un morceau de bois qui l'a touchée à la jambe. Il est parti peu après. La veille, Nohemí Pérez avait remarqué un jeune homme qui la pointait du doigt alors qu'elle prenait part à une manifestation organisée par un syndicat pour protester contre l'augmentation du coût de la vie.

En mars, d'autres membres du COFADEH ont été menacés et harcelés. Le 8 mars, **Bertha Oliva**, fondatrice et coordinatrice de l'organisation, a reçu un coup de téléphone au cours duquel on lui a fait entendre l'enregistrement d'un appel qu'elle n'avait passé que quelques secondes auparavant. Le 30 mars, vers 8h45, une autre membre du COFADEH (dont Amnesty International connaît le nom) entrait dans le bureau, lorsqu'un homme se trouvant dans un pick-up rouge qui attendait aux feux l'a interpellée en ces termes : « Dis à cette salope de Bertha Oliva qu'elle doit arrêter de vivre aux crochets des disparus ». Le 26 avril, **Dina Meza**, militante qui travaille au COFADEH et a reçu des menaces à maintes reprises, a informé Amnesty International qu'une voiture était restée garée devant chez elle pendant une longue période, et que vers 18 heures, elle avait été brièvement suivie par un inconnu, près d'un parc, dans son quartier.

En novembre 2009, la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) a invité les autorités honduriennes à protéger les membres du COFADEH et leurs familles proches.

Dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après, en espagnol ou dans votre propre langue :

- demandez aux autorités d'ordonner la tenue d'une enquête indépendante, minutieuse et impartiale, sur les menaces adressées aux membres du COFADEH, d'en rendre les conclusions publiques et de traduire les responsables présumés en justice ;
- exhortez-les à prendre des mesures immédiates pour se conformer pleinement aux décisions de la Commission interaméricaine des droits de l'homme, qui a ordonné de protéger ceux qui travaillent au COFADEH et leurs familles. Il convient de les consulter, de connaître leurs souhaits et de mettre en place une protection adéquate.
- rappelez-leur que les défenseurs des droits humains ont le droit de mener leurs activités sans restrictions injustifiées ni craintes de représailles, comme le prévoit la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 11 JUIN 2012 À :

Procureur général

Sr. Luis Alberto Rubí
Fiscal General de la República
Lomas del Guijarro, Avenida República
Dominicana, Edificio Lomas Plaza II
Tegucigalpa, Honduras
Fax : +504 2221 5667

**Formule d'appel : Sr. Fiscal General,
Monsieur le Procureur général,**

Ministre de l'Intérieur

Sr. Pompeyo Bonilla
Secretaría de Estado en el Despacho de
Seguridad, Plantel Casamata, subida al
Picacho, Tegucigalpa, M.D.C,
Honduras
Fax : +504 2220 1756

**Formule d'appel : Monsieur le Ministre, /
Estimado Sr. Ministro**

Copies à :

Comité des familles de détenus et disparus
du Honduras (COFADEH)

Barrio La Plazuela, Avenida Cervantes
Casa No. 1301

Tegucigalpa, Honduras
Fax : +504 2220 5280

(demandez « me da tono de fax, por favor »)

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Honduras dans votre pays (adresse/s à compléter) :

nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule de politesse

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

DES DÉFENSEURES DES DROITS HUMAINS MENACÉES

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le COFADEH est l'une des principales organisations de défense des droits humains du Honduras et est au premier plan d'initiatives visant à recenser et dénoncer les violations des droits humains commises lors du coup d'État du 28 juin 2009 qui a renversé le président José Manuel Zelaya, mais aussi durant le gouvernement du président Porfirio Lobo, qui a pris ses fonctions le 27 janvier 2010 au lendemain d'élections en novembre 2009. Récemment, le COFADEH a travaillé sur la question d'un incendie survenu dans la prison de Comayagua, qui aurait fait 361 morts parmi les prisonniers, tandis que beaucoup d'autres auraient été grièvement brûlés (voir le communiqué de presse d'Amnesty International : <http://www.amnesty.org/fr/for-media/press-releases/honduras-urged-investigate-prison-fire-deaths-2012-02-15>).

Au cours du mois d'avril, Dina Meza a été menacée de violences sexuelles à plusieurs reprises (AU 106/12, <http://www.amnesty.org/en/library/info/AMR37/006/2012/en>). En tant que membre du COFADEH, Dina Meza travaille sur les litiges fonciers dans la région du Bas-Aguán. Cette région est au centre d'une série de conflits liés à la terre, opposant des communautés paysannes à plusieurs entreprises et propriétaires terriens privés, qui ont donné lieu à de violents affrontements.

Au Honduras, les défenseurs des droits humains et les journalistes sont fréquemment en danger. Ils sont menacés, agressés, voire tués en raison de leur travail, qui consiste souvent à dénoncer des atteintes aux libertés fondamentales. En janvier 2012, la journaliste Gilda Silvestrucci a reçu des menaces de mort par téléphone (AU 28/12, <http://www.amnesty.org/en/library/info/AMR37/002/2012/en>). En février, Wilfredo Paz et Juan Chinchilla, deux défenseurs des droits humains qui militent pour les droits fonciers des paysans dans le cadre des litiges dans la région du Bas-Aguán, ont reçu un SMS de menace de mort (AU 66/12, <http://www.amnesty.org/en/library/info/AMR37/003/2012/en>). En mars, la journaliste Mavis Ethel Cruz a été menacée de mort par téléphone (AU 78/12, <http://www.amnesty.org/en/library/info/AMR37/004/2012/en>).

Noms : Nohemí Pérez, Bertha Oliva, Dina Meza, une autre membre du COFADEH (dont Amnesty International connaît le nom)
Genre h/f : ce sont toutes des femmes.

AU 123/12, AMR 37/007/2012, 30 avril 2012

AMNESTY
INTERNATIONAL

